REPUBLIQUE FRANCAISE
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE SARREGUEMINES
CABINET DU JUGE DES LIBERTES ET DE LA DETENTION
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

JLD N° RG 24/00128 - N° Portalis DBZK-W-B7I-DQCJ

Minute n° 24/184

ORDONNANCE

Nous, Philippe ROUSSEAU, Vice-Président placé au Tribunal judiciaire de Sarreguemines, substituant Anne-Dominique MASSEY-BRUYÈRE, Vice-Présidente chargée des libertés et de la détention régulièrement empêchée, statuant en qualité de Juge des Libertés et de la Détention, assisté de Mathias DE MAGALHAES, Greffier, en présence de Johanna LUTZ, Greffière stagiaire, siégeant au Centre Hospitalier Spécialisé de Sarreguemines dans la salle d'audience spécialement aménagée lors des débats et au tribunal judiciaire de Sarreguemines lors du prononcé de la décision ;

Vu la procédure

Demandeur à l'hospitalisation :

- M. LE PREFET DE LA MOSELLE (Non comparant, ni représenté, mais concluant)

Défendeur faisant l'objet de soins contraints :

██████████ né le 28 Novembre 1979 à METZ (MOSELLE), demeurant 2 rue du docteur Charcot - 57140 WOIPPY (Non comparant, représenté par Me Frédérique LOESCHER, avocat au barreau de SARREGUEMINES)

Et en présence de :

- ELOPHE CYRIELLE - Es qualité MJPM (Comparante)
- M. le Procureur de la République du TJ de Sarreguemines (Non comparant, concluant)
- M. Le Directeur du CHS de Sarreguemines (Non comparant, ni représenté, ni concluant)

EXPOSÉ DU LITIGE

Vu la requête déposée en date du 06 Février 2024, par laquelle M. LE PREFET DE LA MOSELLE expose que ██████████ a été admis en soins psychiatriques contraints sous la forme d'une hospitalisation complète et qu'il y a lieu de proroger ces soins sous leur forme actuelle ;

Vu les avis d'audience /convocations adressés à M. ██████████ à ELOPHE CYRIELLE - Es qualité MJPM, à M. LE PREFET DE LA MOSELLE, à M. Le Directeur du CHS de Sarreguemines et à M. le procureur de la République, lequel a conclu en faveur d'une prolongation des soins sous leur forme actuelle ;

Vu les pièces et conclusions mises à disposition des parties ;

Vu l'attestation de refus de présentation en date du 26 février 2024 et après avoir entendu, à l'audience du 26 Février 2024, Mme ELOPHE CYRIELLE - Es qualité MJPM et Me Frédérique LOESCHER, conseil de M. ██████████ en leurs observations, l'affaire a été mise en délibéré au 28 février 2024 ;

MOTIFS DE L'ORDONNANCE

Vu les dispositions des articles L 3211-2-1 alinéa 1er, 1°), L 3211-12-1, L 3213-1 et R 3211-7 du code de la santé publique ;

Vu la décision en date du 03 juin 2014 prise par M. le préfet de la Meuse portant admission de M. ██████████ au bénéfice de soins contraints sous la forme d'une hospitalisation complète et l'arrêté en date du 04 juin 2014 pris par M. Le préfet de la Meuse portant transfert de M. Frédéric WETZEL en unité pour malades difficiles au CHS de SARREGUEMINES ;

Vu les décisions successives postérieures prises portant maintien des soins psychiatriques contraints sous forme d'une hospitalisation complète avec effet jusqu'à ce jour ;

Vu la décision du Juge des Libertés et de la Détention au tribunal judiciaire de Sarreguemines en date du 30 août 2023 ayant autorisé la poursuite des soins contraints sous la forme d'une hospitalisation complète ;

Vu les certificats médicaux en date des 25 septembre, 30 octobre, 28 novembre 2023, 02 et 29 janvier 2024 ;

Vu le rapport de la commission du suivi médical en date du 24 novembre 2023 ;

Vu l'avis motivé en date du 05 février 2024 préconisant la poursuite des soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète ;

Selon le conseil de Monsieur [REDACTED], la mainlevée de son hospitalisation complète doit être ordonnée pour les motifs suivants :

- La requête au juge des libertés et de la détention a été signée par David SIMONETTI, référent juridique SPSC (Pôle Soins et Sécurité des Personnes) alors qu'il n'a peut-être pas qualité pour agir
- Les certificats médicaux de décembre 2023 et février 2024 sont manquants
- La décision de la commission médicale du 24 novembre 2023 n'a été transmise que le 6 février 2024 à la Commission Départementale des Soins Psychiatriques (CDSP).

Monsieur [REDACTED] estime que ces irrégularités lui font grief car les délais entre deux certificats médicaux mensuels n'ont pas été respectés et que l'avis à la CDSP est particulièrement tardif.

En l'espèce, les différentes délégations de signature sont accessibles aux avocats dans la salle d'audience. Monsieur David SIMONETTI dispose d'une délégation de signature et peut ainsi procéder à la saisine du juge des libertés et de la détention.

Cette saisine ne comporte aucune irrégularité.

L'alinéa premier de l'article L3213-3 du code de la santé publique énonce que dans le mois qui suit l'admission en soins psychiatriques décidée en application du présent chapitre ou résultant de la décision mentionnée à l'article 706-135 du code de procédure pénale et ensuite au moins tous les mois, la personne malade est examinée par un psychiatre de l'établissement d'accueil qui établit un certificat médical circonstancié confirmant ou infirmant, s'il y a lieu, les observations contenues dans les précédents certificats et précisant les caractéristiques de l'évolution des troubles ayant justifié les soins ou leur disparition. Ce certificat précise si la forme de la prise en charge du malade décidée en application de l'article L. 3211-2-1 du présent code demeure adaptée et, le cas échéant, en propose une nouvelle. Lorsqu'il ne peut être procédé à l'examen du patient, le psychiatre de l'établissement établit un avis médical sur la base du dossier médical du patient.

Selon une jurisprudence clairement établie, les articles 640 à 642 du code de procédure civile, qui régissent la computation légale des délais de procédure, ne sont pas applicables à celle du délai prévu à l'article L.3213-3 du code de la santé publique, qui ordonne un examen médical mensuel du patient admis en soins psychiatrique sans consentement sur décision du représentant de l'Etat. Cette obligation est de nature administrative non contentieuse.

Ainsi, les certificats médicaux mensuels doivent être établis de date à date chaque mois.

En l'espèce, aucun certificat médical n'a été établi entre celui du 25 septembre 2023 et celui du 30 octobre 2023, soit cinq jours. Aucun certificat médical n'a été établi entre celui du 28 novembre 2023 et le 2 janvier 2024, soit cinq jours.

Comme le dernier certificat médical est daté du 29 janvier 2024, le certificat médical de février pouvait être établi jusqu'au 28 février 2024. Lors de l'audience du 26 février 2024, ce certificat pouvait ne pas être au dossier sans constituer d'irrégularité.

L'examen médical mensuel a pour finalité la protection de la personne dès lors qu'il vise à vérifier la pertinence de la prise en charge médicale du patient et à permettre au besoin son adaptation. C'est ce qui ressort de

l'article L. 3213-3 du code de la santé publique, qui indique que le certificat dressé à l'issue de l'examen médical confirme ou infirme, s'il y a lieu, les observations contenues dans les précédents certificats et précise les caractéristiques de l'évolution des troubles ayant justifié les soins ou leur disparition.
Le certificat médical doit préciser si la forme de la prise en charge du malade décidée en application de l'article L. 3211-2-1 du code de la santé publique demeure adaptée et, le cas échéant, en proposer une nouvelle.

Selon l'article R3222-5 du code de la santé publique, *la commission du suivi médical peut se saisir à tout moment de la situation d'un patient hospitalisé dans l'unité pour malades difficiles de son département d'implantation. Elle examine au moins tous les six mois le dossier de chaque patient hospitalisé dans l'unité. Elle informe la commission départementale des soins psychiatriques des conclusions des examens auxquels elle procède.*

La commission de suivi médical instituée conformément à l'article R3222-4 du code de la santé publique a établi un rapport le 24 novembre 2023 dont la Commission Départementale des Soins Psychiatriques doit avoir connaissance. Même si la loi n'encadre pas strictement le délai d'information de cette commission, il s'est écoulé deux mois et treize jours avant cette communication soit plus du tiers de la période entre deux rapports. Ce délai est tardif.

En conséquence, il résulte des irrégularités liées au non-respect des délais entre deux certificats médicaux mensuels et du retard d'information de la Commission Départementale des Soins Psychiatriques par la commission de suivi médical que ces irrégularités font grief à Monsieur [REDACTED].
En effet, pendant dix jours, ce dernier n'a pas bénéficié de certificats médicaux permettant d'attester de la nécessité de poursuivre son hospitalisation complète. De plus, l'absence d'information de la CDSP pendant plus de deux mois n'ont pas permis à cette commission d'exercer un contrôle sur la régularité de l'hospitalisation complète de ce patient. Ces manquements font grief au patient.

Ainsi, la mainlevée de l'hospitalisation complète de Monsieur [REDACTED] sera ordonnée.

Selon l'article L3211-12-1 du code de la santé publique, *lorsqu'il ordonne cette mainlevée, il peut, au vu des éléments du dossier et par décision motivée, décider que la mainlevée prend effet dans un délai maximal de vingt-quatre heures, afin qu'un programme de soins puisse, le cas échéant, être établi en application du II de l'article L. 3211-2-1. Dès l'établissement de ce programme ou à l'issue du délai mentionné à la première phrase du présent alinéa, la mesure d'hospitalisation complète prend fin.*

Monsieur [REDACTED] est encore victime d'hallucinations récurrentes et a un comportement imprévisible. Il présente une dangerosité psychiatrique.
En raison de cette dangerosité, il est nécessaire de permettre au psychiatre de prévoir la mise en place d'un programme de soins.
Cette mainlevée sera différée d'un délai maximal de vingt-quatre heures.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par ordonnance contradictoire, mise à disposition au greffe et en premier ressort,

Ordonnons la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète de Monsieur [REDACTED] ;

Disons que la mainlevée de l'hospitalisation complète de Monsieur [REDACTED] sera différée d'un délai maximal de vingt-quatre heures afin qu'un programme de soins, le cas échéant, puisse être établi ;

Faisons connaître aux parties que la présente décision est susceptible d'appel devant le Premier Président de la Cour d'Appel de METZ (3, rue Haute Pierre - 57000 METZ) dans un délai de 10 jours à compter de sa notification par déclaration d'appel motivée transmise par tout moyen au Greffe de la Cour d'Appel, mais seul l'appel formé par le Ministère Public peut être déclaré suspensif par le Premier Président de la Cour d'Appel ;

Mettons les dépens éventuellement exposés dans la présente instance à la charge du Trésor Public.

Le Greffier

Fait à Sarreguemines, le 28 Février 2024

Le Juge des Libertés et de la Détention

Notifications :

La présente ordonnance en date du 28 Février 2024 a été notifiée et copie remise le 28 Février 2024 :

<p>à [REDACTED] :</p> <p>☐ À l'audience ☒ Par CHS 28/02/24</p>	<p>à Me Frédérique LOESCHER, avocat:</p> <p>☐ À l'audience ☒ PLEX/case le :</p>
<p>au directeur du CHS :</p> <p>☐ À l'audience ☒ Mail du : 28/02/24</p>	<p>à ELOPHE CYRIELLE - Es qualité MJPM</p> <p>☐ À l'audience ☒ Mail ☐ LR du : 28/02/24</p>
<p>Préfet de Moselle, par mail du : 28/02/24</p>	<p>au Ministère public :</p> <p>☐ Mail ☒ Emargement du : 28/02/24</p>

Le greffier,

TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE
SARREGUEMINES

■
CABINET DU
JUGE DES LIBERTÉS ET
DE LA DÉTENTION

NOTIFICATION D'UNE ORDONNANCE
STATUANT SUR UNE MESURE D'HOSPITALISATION
SOUS CONTRAINTE

Le greffier du juge des libertés et de la détention

à

Monsieur le Directeur du CHS

SOINS PSYCHIATRIQUES

DOSSIER : N° RG 24/00128 - N° Portalis DBZK-W-B7I-DQCJ

M. ██████████

ACCUSE DE RECEPTION DE LA DECISION DU 28 Février 2024

Cet imprimé doit être remis à M. ██████████ et copie de cette même décision, jointe à l'envoi pour notification.

L'imprimé doit être retourné au greffe du juge des libertés et de la détention après signature, dans les meilleurs délais.

Si le patient est en capacité de recevoir la notification et de la signer :

Je, soussigné(e) M. ██████████ reconnais avoir reçu notification et copie de l'ordonnance du Juge des Libertés et de la Détention de Sarreguemines en date du 28 Février 2024.

Date de remise :

Heure de remise :

Signature de M. ██████████

Si le patient n'est pas en capacité de recevoir la notification ou de signer le récépissé :

Bien vouloir faire apposer la signature de deux soignants, lesquels attestent ainsi de la **remise de la copie de la décision au patient et de l'acte de notification** :

Date :

Heure :

Précision du motif de l'impossibilité de signature par le patient :

Soignant 1 : Nom et prénom + signature :

Soignant 2 : Nom et prénom + signature :

Modalités selon lesquelles l'appel peut être formé

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Art. R. 3211-16. - L'ordonnance est notifiée sur place aux parties présentes à l'audience ainsi qu'au conseil de la personne faisant l'objet de soins psychiatriques qui en accusent réception. Le juge leur fait connaître verbalement le délai d'appel et les modalités suivant lesquelles cette voie de recours peut être exercée. Il les informe que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le premier président de la cour d'appel ou son délégué. La notification aux parties qui n'ont pas comparu en personne est faite dans les meilleurs délais par tout moyen permettant d'en établir la réception.

Lorsque la décision a été mise en délibéré, les notifications prévues à l'alinéa précédent sont faites, selon les mêmes modalités, aux parties présentes à l'audience ainsi qu'au conseil de la personne faisant l'objet de soins psychiatriques.

Dans le cas où ils ne sont pas parties, le directeur d'établissement et, le cas échéant, le tiers qui a demandé l'admission en soins psychiatriques sont avisés de la décision par tout moyen.

Art. R. 3211-17. - Si le juge décide la mainlevée de la mesure de soins et que le procureur de la République est même pas avoir à s'opposer à cette mainlevée, ce dernier retourne l'ordonnance au juge qui l'a rendue en mentionnant sur celle-ci qu'il ne s'oppose pas à sa mise à exécution. Il est alors mis fin sans délai à la mesure de maintien à la disposition de la justice, sauf dans le cas où le juge a différé l'effet de la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète.

Art. R. 3211-18. - L'ordonnance est susceptible d'appel devant le premier président de la cour d'appel ou son délégué dans un délai de dix jours à compter de sa notification.

Le ministère public peut, dans tous les cas, interjeter appel dans le même délai.

Art. R. 3211-19. - Le premier président ou son délégué est saisi par une déclaration d'appel motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel. La déclaration est enregistrée avec mention de la date et de l'heure.

Le greffier de la cour d'appel avise sur-le-champ le greffier du tribunal judiciaire qui lui transmet sans délai le dossier.

Le greffier de la cour d'appel fait connaître par tout moyen la date et l'heure de l'audience aux parties, à leurs avocats et, lorsqu'ils ne sont pas parties, au tiers qui a demandé l'admission en soins et au directeur d'établissement. Les deux derniers alinéas de l'article R. 3211-3 sont applicables.

Art. R. 3211-20. - Lorsque le ministère public demande que son recours soit déclaré suspensif dans les conditions définies par l'article L. 3211-12-4, il fait notifier la déclaration d'appel, accompagnée de sa demande motivée, sans délai et par tout moyen permettant d'en établir la réception, au préfet ou au directeur d'établissement ayant prononcé l'admission, au requérant initial et à la personne qui fait l'objet de soins psychiatriques ainsi qu'à leur avocat. La notification mentionne que des observations en réponse peuvent être transmises par tout moyen au secrétariat du premier président ou de son délégué dans un délai de deux heures.

Le premier président ou son délégué statue sans délai et sans débat sur la demande de déclaration d'appel suspensif après que la personne qui fait l'objet de soins psychiatriques et son avocat ont été mis à même de transmettre leurs observations suivant les modalités définies à l'alinéa précédent. La décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins psychiatriques ainsi que de son avocat par le greffe de la cour d'appel et communiquée au procureur de la République qui veille à son exécution et en informe le directeur d'établissement et le préfet le cas échéant.